



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente...

• (Page 07)

Union européenne

Les prix de l'énergie freinent encore l'économie

La flambée des prix de l'énergie continue de nourrir l'inflation et de freiner l'économie européenne, même si ses fondamentaux ...

• (Page 08)

Commerce

La Chine se défend de ne pas appliquer l'accord avec les USA

La Chine a rejeté jeudi les critiques selon lesquelles elle n'...

• (Page 08)



Renforcement des compétences numériques individuelles et professionnelles

• (Page 03)

L'OIF lance « D-CLIC, formez-vous au numérique »



• La Secrétaire générale de la Francophonie, Louise Mushikiwabo

Transition au Mali

• (Page 04)

Le Togo est membre du groupe de dialogue ministériel

Covid-19

Le CHR-Lomé Commune presque vide

La stratégie gouvernementale opérée dans la lutte contre le Covid-19 porte ses fruits. Le Centre ...

• (Page 02)

Promotion du tourisme

Kossi Lamadokou a échangé avec les opérateurs de Kara

Une séance de travail s'est tenue le mercredi 09 février 2022 entre les acteurs culturels et les opérateurs touristiques ...

• (Page 04)

Cour de Justice de l'UEMOA

Le juge Ladislau Clemente Fernando Embassa a prêté serment

La cérémonie s'est déroulée ce 09 février 2022 à Ouagadougou au cours d'une audience solennelle publique extraordinaire à la Cour de ...

• (Page 06)

Métallurgie ancienne de Bassar

Le Comité national de gestion du site a pris fonction

Le site de la métallurgie ancienne de Nangbani à Bassar est désormais confié à un ...

• (Page 11)

SEGUCE
TOGO

En Journées portes ouvertes

Thème : " LE GUICHET UNIQUE DU COMMERCE EXTÉRIEUR : Une plateforme sécurisée et dématérialisée au service des acteurs du commerce extérieur "

Date : Du 14 au 19 février 2022

Heure : 08h30 à 17h30

Lieu : locaux de ladite société à Lomé-TOGO.

Covid-19

Le CHR-Lomé Commune presque vide

La stratégie gouvernementale opérée dans la lutte contre le Covid-19 porte ses fruits. Le Centre Hospitalier Régional (CHR) Lomé Commune, dédié à la gestion des cas graves au Togo, est presque vide, a annoncé mercredi le coordinateur de la riposte, apprend-on de source officielle.

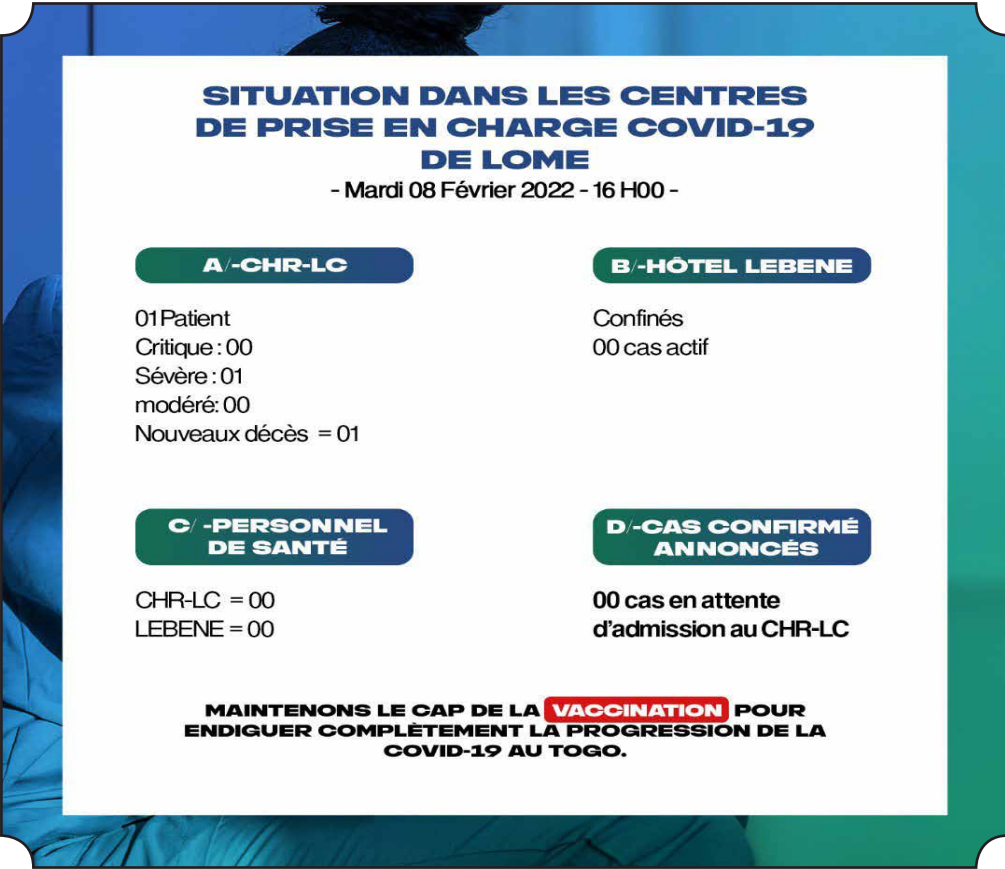


● Junior AREDOLA

À ce jour, nous n'avons plus qu'un seul patient non vacciné en soin et on espère en rester là », a déclaré le Colonel Djibril Mohaman, lors du point hebdomadaire sur la situation épidémiologique

selon des propos rapportés par republiquetogolaise. com. « La décrue que nous avons observée se confirme et la vaccination a montré son efficacité », s'est réjoui le responsable, qui a tout de même précisé que cette bonne nouvelle ne signifiait pas la fin du virus ou du res-

pect des mesures barrières. A ce jour, plus d'un million de personnes ont été entièrement vaccinées dans le pays. Début 2021, au plus fort de la crise sanitaire, le CHR qui avait été entièrement réhabilité, était arrivé à saturation, du fait de la hausse quotidienne de cas graves.



AUX DÉCIDEURS ...

Participation du public au processus budgétaire

Les pays africains sont confrontés à deux grands défis en matière de gestion des finances publiques.

Premièrement, beaucoup manquent de capacité budgétaire en raison des faiblesses structurelles de leur économie et des lacunes de l'administration fiscale. Le caractère informel prédominant de l'emploi salarié et la dépendance à l'égard de l'agriculture de subsistance dans la plupart des pays rendent difficile la collecte de revenus. Par conséquent, en moyenne, les pays africains ne perçoivent que 16,6 % du produit intérieur brut (PIB) en impôts.

À titre de comparaison, les pays de la région Asie-Pacifique perçoivent environ 21 % du PIB en impôts. Les pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont une moyenne d'environ 23 %.

Au sommet, le prélèvement fiscal moyen dans les pays à revenu élevé au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) est d'environ 34 %.

Deuxièmement, les déficits de capacité budgétaire des pays africains sont souvent aggravés par le manque de déploiement prudent et responsable des ressources publiques. L'existence d'éléphants blancs et de projets inachevés abandonnés dans de nombreux pays trahit des échecs systémiques de la planification et de la mise en œuvre des projets.

De même, un certain nombre de pays dépensent régulièrement moins d'argent que prévu dans le budget.

Par exemple, une étude de l'Organisation mondiale de la santé de 2018 a révélé que, malgré le besoin urgent d'investissements dans la santé publique, environ 10 à 30 % des fonds alloués aux ministères de la santé de la région ne sont pas dépensés.

Enfin, bien que la corruption ne soit pas le principal problème qui perturbe la gestion des finances publiques dans la plupart des États africains, le gaspillage et les distorsions des processus budgétaires qui y sont associés limitent l'impact des dépenses publiques.

Les effets conjugués des deux défis maintiennent de nombreux pays africains dans un équilibre sous-optimal. La moralité fiscale est freinée par des schémas de dépenses inefficaces qui ne répondent pas aux besoins des contribuables. À son tour, cela réduit la charge fiscale globale et renforce le manque de capacité fiscale du gouvernement.

L'absence d'une base de revenus solide signifie que les gouvernements africains ne peuvent pas entreprendre d'importants investissements dans les biens et services publics qui sont nécessaires pour réaliser un changement économique structurel dans la région.

Une possibilité de sortir du gouffre fiscal dans lequel se trouvent de nombreux gouvernements africains consiste à accroître la participation du public au processus budgétaire. Cela peut se faire directement ou par l'intermédiaire de représentants législatifs élus. L'enracinement d'une culture politique de participation publique et de contribution législative dans le processus budgétaire ne serait certainement pas une solution miracle. Mais cela augmenterait l'alignement entre les crédits budgétaires et les priorités des contribuables.

Au niveau individuel, la recherche montre que dépenser de l'argent dans les domaines prioritaires des contribuables est susceptible de stimuler le civisme fiscal, améliorant ainsi la capacité budgétaire globale.

Les incitations à impliquer les législatures dans le processus budgétaire sont tout aussi fortes. Les assemblées législatives font partie intégrante d'un gouvernement démocratique responsable. Par conséquent, au lieu de toujours s'en remettre aux ministères des Finances, les législatures africaines devraient être au cœur du processus d'appropriation.

Le monopole actuel des processus budgétaires par les ministères des finances pose deux problèmes.

Premièrement, sans apport législatif (représentant idéalement les intérêts des circonscriptions des législateurs individuels), de nombreux budgets de la région reflètent les priorités des présidents et des groupes d'intérêts alliés. Parce que l'appropriation n'est pas toujours liée aux besoins réels sur le terrain, il n'est pas étonnant que les gouvernements gaspillent de l'argent sur des éléphants blancs ou des projets inachevés.

Deuxièmement, étant donné que la participation de la plupart des législatures au processus budgétaire a tendance à se limiter à des votes positifs ou négatifs sur les propositions de l'exécutif, les législateurs individuels sont peu incités à acquérir une expertise en matière d'appropriation législative et de contrôle budgétaire. Devenir bon dans ces rôles législatifs demande du temps et des efforts. En termes simples, ne pas impliquer les législatures dans le processus budgétaire affaiblit l'importante fonction de contrôle des législatures.

Ces défis de gestion des finances publiques nationales sont souvent aggravés par les donateurs et les organisations multilatérales. Presque tous prennent des engagements rhétoriques envers des institutions fortes et la démocratie. Pourtant, lorsqu'il s'agit de questions budgétaires, beaucoup préfèrent s'engager exclusivement avec les présidents, les ministères des finances et les banques centrales au détriment des législatures et des organisations de la société civile.

Pour engendrer le développement de processus cohérents de gestion des finances publiques dans les États africains, les organisations multilatérales et les donateurs devraient s'efforcer d'inclure les législatures et les organisations de la société civile dans toutes les questions relatives à la politique budgétaire. Ce serait la chose juste et démocratique à faire. Cela augmenterait également la probabilité d'une utilisation prudente des ressources par les gouvernements.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Renforcement des compétences numériques individuelles et professionnelles

L'OIF lance « D-CLIC, formez-vous au numérique »

L'Organisation internationale de la francophonie (OIF) lance la phase pilote de son projet « D-CLIC, formez-vous au numérique » afin de contribuer aux efforts de ses Etats et gouvernements membres en faveur de l'emploi des jeunes et des femmes. Dix pays à savoir la Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Haïti, Madagascar, Mali, Niger, RDC, Togo et Tunisie sont concernés par cette phase pilote.

• Joël YANCLO

« Nous venons d'adopter une nouvelle Stratégie numérique pour les cinq ans à venir et, immédiatement, nous transformons les intentions en actes à travers cette initiative qui place les jeunes talents au cœur de notre projet », a déclaré la Secrétaire générale de la Francophonie, Louise Mushikiwabo. L'objectif est de renforcer les compétences numériques individuelles et professionnelles des jeunes et des femmes de l'espace francophone pour améliorer leurs qualifications et l'accès à l'emploi. 20 cursus de formation professionnelle sont proposés à cet effet avec des certificats dans les métiers de la communication, du marketing, de l'interface utilisateur, de la création numérique, de la conception et du développement de solutions numériques. La transformation numérique des sociétés, accélérée par la pandémie de Covid-19, offre de nouvelles opportunités qui méritent d'être pleinement exploitées pour relever le défi de l'emploi des jeunes dans tous les secteurs économiques. L'offre de formation professionnelle de la Francophonie accompagne cette évolution. Elle apporte les solutions les plus pertinentes pour répondre aux besoins

des entreprises et favoriser l'entrepreneuriat. Le projet « D-CLIC, formez-vous au numérique » constitue une réelle opportunité. Car, 1300 jeunes francophones seront formés et accompagnés pour leur insertion professionnelle pendant la phase-pilote, en lien avec plusieurs des acteurs publics locaux. Ces formations sont dispensées en français par 12 partenaires qualifiés à la suite de formations dédiées : Banj en Haïti, CIPMEN au Niger, Femmes & TIC en Côte d'Ivoire, Kabakoo academies au Mali, Kobo Hub en République Démocratique du Congo, le Ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle à Djibouti, Net Info et Wecode Land en Tunisie, Sayna à Madagascar, le consortium Simplon-Ogooué Labs-Energy Generation au Gabon et au Togo.

Le programme « D-CLIC, formez-vous au numérique »

Pour renforcer les compétences numériques des jeunes de l'espace francophone et multiplier leurs chances d'accéder à des emplois décents, en entreprises et dans l'entrepreneuriat, l'OIF met en œuvre le programme « D-CLIC, formez-vous au numérique ». La transformation numérique



• La Secrétaire générale de la Francophonie, Louise Mushikiwabo

des sociétés, accélérée par la pandémie de Covid-19, touche tous les secteurs économiques et entraîne le développement de nouveaux métiers numériques. Les Etats et gouvernements doivent les prendre en considération dans la conception et la mise en œuvre de leurs politiques publiques en faveur de l'emploi. Or, l'existence d'une offre de formation professionnelle de qualité adaptée à cette évolution faisait encore défaut, tout comme une connaissance fine des formations les plus pertinentes par rapport aux besoins des

entreprises et possibilités d'entrepreneuriat. C'est là tout l'objet du programme : « D-CLIC, formez-vous au numérique avec l'OIF ». Une étude sur les métiers du numérique dans l'espace francophone a permis de cerner les besoins à travers un répertoire et une classification des métiers du numérique. Au total 193 métiers ont été identifiés et classifiés dans le répertoire opérationnel des métiers du numériques ; dans l'espace francophone (ROMEN) ; une identification des métiers porteurs ; une cartographie des initiatives de formations

existantes dans l'espace francophone. C'est sur cette base que le Programme « D-CLIC, formez-vous au numérique avec l'OIF » est mis en œuvre.

Former les jeunes (18-35 ans) aux métiers du numérique

A travers des opérateurs de formation reconnus et habilités à délivrer des certifications, des formations brèves, de 4 à 9 mois, sont dispensées à des cohortes des jeunes francophones qui seront ensuite accompagnés dans leur

insertion professionnelle. Pour la phase pilote, les filières retenues concernent les familles de métiers de la communication, du marketing, de l'interface utilisateur et de la création numérique, notamment la conception et le développement.

Initier et familiariser les plus jeunes (7-16 ans) à l'univers du numérique

En s'appuyant notamment sur son réseau des Centres de lecture et d'animation culturelle (CLAC), l'OIF initie et familiarise les plus jeunes à l'univers du numérique (littératie numérique) à travers des modules de formation et de sensibilisation accessibles sur ordinateurs, tablettes et téléphones intelligents, et des ateliers pratiques.

Accompagner les Etats et gouvernements pour la transformation numérique

Un accompagnement des Etats et gouvernements francophones pour la transformation numérique est mis en place, notamment autour du développement et du renforcement des cadres réglementaires nationaux à travers entre autres la formation des agents publics aux enjeux de la gouvernance du numérique.



Baromètres Togo

Référentiel		Sources
Valeur		
Superficie :	56 600 km²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)		CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)		Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C		COFACE
Taux de scolarisation : 83%		INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés		Sources
Valeur		
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)		Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Transition au Mali

Le Togo est membre du groupe de dialogue ministériel

Le gouvernement du Mali met en place un mécanisme de concertation avec la CEDEAO, l'UA et la communauté internationale dans le cadre de la recherche de solutions consensuelles pour une transition réussie consacrant le retour à l'ordre constitutionnel normal. Le Togo fait partie de ce Groupe de Dialogue au niveau ministériel.

● Vivien ATAKPABEM

Le Togo qui s'est toujours montré disponible depuis le début de la crise sociopolitique, fait partie de la première structure du mécanisme, le Groupe de Dialogue au niveau Ministériel. Aux côtés du Ghana (président en exercice de la Cedeao), du Sénégal (président en exercice de l'UA), du Nigéria, de la Mauritanie, de la Sierra Leone, de l'Union Africaine et des Nations Unies, le Togo œuvrera à faciliter le dialogue entre les parties prenantes, le rapprochement des positions, et la recherche d'un compromis sur les questions en sus-



pens. La seconde structure, le Groupe de Travail Élargi, composé de représentants du gouvernement malien, des membres du comité local du suivi de la transition et de personnes ressources, aura pour mission d'évaluer le projet de chronogramme de transition présenté à l'Organisation communautaire ouest-africaine. Une première réunion du Groupe de Dialogue s'est d'ailleurs déjà tenue, afin d'accélérer le processus.

Promotion du tourisme

Kossi Lamadokou a échangé avec les opérateurs de Kara

Une séance de travail s'est tenue le mercredi 09 février 2022 entre les acteurs culturels et les opérateurs touristiques de la région de Kara avec le ministre de la culture et du tourisme, Dr Kossi Lamadokou. Occasion pour le ministre d'exposer à ses hôtes, les grands projets à mettre en œuvre pour l'atteinte des objectifs de la feuille de route gouvernementale.

● Joël YANCLO

Poursuivant sa mission de terrain, le ministre de la culture et du tourisme a organisé une séance de travail avec les acteurs culturels et les opérateurs touristiques de la région de Kara. Il s'est agi de partager avec eux la dynamique du chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé, d'apporter du renouveau dans ces secteurs pour un développement économique inclusif. Il a également exposé les grands projets à mettre en œuvre pour l'atteinte des objectifs de la feuille de route gouvernementale dont la construction de complexes culturels, le renforcement des infrastructures et l'aménagement des sites touristiques et la professionnalisation des métiers. Le ministre a alors invité tous les acteurs présents à suivre le rythme de ces grands chantiers en apportant des idées porteuses et innovantes et surtout en s'attelant à améliorer sans cesse la qualité de leurs différentes prestations. La séance de travail s'est poursuivie avec le personnel de l'hôtel Kara à qui le ministre s'est adressé en bon père de famille. Il a notamment indiqué l'obligation qui est faite à tous de travailler dans la transparence et dans la cohésion pour des résultats probants. Il a pour finir expri-



mer sa disponibilité à écouter les avis de tout le personnel pour la bonne marche de cet hôtel dont le gouvernement attend beaucoup en termes de qualité de services et de création d'emplois. La délégation ministérielle a également visité le parc animalier de Sarakawa au cours de la journée du mercredi où le ministre a pu constater tous les efforts menés déjà et qui doivent être multipliés pour viabiliser cette potentialité naturelle exceptionnelle. La journée s'est achevée avec la visite d'une forge traditionnelle à Tcharè. Là-bas, le ministre a pu assister à une démonstration de coupe, de fonte et de transformation traditionnelle du fer organisée par l'association des forgerons de Tcharè et également à des démonstrations de danses traditionnelles du milieu. Cette journée de travail a permis au ministre de la culture et du tourisme de se rendre encore plus compte de la richesse des potentialités de la région qu'il urge de valoriser.



MINISTRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi

COMMUNIQUE N°018 DU GOUVERNEMENT DE LA TRANSITION

Dans le cadre de la poursuite du dialogue avec la CEDEAO, l'Union Africaine et la Communauté internationale concernant la conduite de la Transition, le Gouvernement de la République du Mali a mis en place un Mécanisme de Concertation pour soutenir cette dynamique.

Ce mécanisme a pour but de rechercher une solution conciliant les aspirations du Peuple Malien et les demandes de la Communauté internationale, notamment à travers l'adoption d'un chronogramme consensuel.

Le Mécanisme est structuré comme suit :

1. Un Groupe de Dialogue au niveau Ministériel :
Il a pour mission de faciliter le dialogue entre les parties prenantes et d'œuvrer à un rapprochement de positions et à la recherche de compromis sur les questions en suspens.

Le Groupe est composé des pays et institutions suivants :

Le Ghana (Présidence en exercice de la CEDEAO), la Mauritanie, le Nigeria, le Sénégal (Présidence en exercice de l'Union Africaine), la Sierra Leone, le Togo, la CEDEAO, l'Union Africaine et les Nations Unies.

La coordination du Groupe de Dialogue est assurée par le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale du Mali.

2. Un Groupe de Travail Élargi :
La mission du Groupe de travail élargi consiste à faire l'évaluation technique du projet de chronogramme de la Transition présenté à la CEDEAO.

Il est composé des représentants du Gouvernement du Mali et des membres du Comité local du suivi de la Transition (la CEDEAO, l'Union Africaine, les Nations Unies, le Ghana et le Nigeria), assistés de personnes ressources et d'experts compétents.

La coordination dudit Groupe est assurée par le Ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, en collaboration avec le Ministre de la Refondation de l'Etat, chargé des relations avec les Institutions et le Ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des Réformes politiques et institutionnelles.

A la suite de la première réunion du Groupe de Dialogue au niveau Ministériel tenue le 31 janvier 2022 sous la Présidence du Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, la réunion inaugurale du Groupe de Travail Élargi a eu lieu le mardi 08 février 2022 sous la Présidence du Ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation.

Le Gouvernement de la République du Mali, à travers cette initiative, renouvelle son engagement pour le retour à un ordre constitutionnel normal et sa disponibilité constante au dialogue et au consensus pour la réussite de la Transition.

Bamako, le 09 février 2022

Le Ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation,
Porte-parole du Gouvernement,

Colonel Abdoulaye MAIGA
Chevalier de l'Ordre National

<https://m.facebook.com/matdmail/posts>

Baromètres Togo						
Investissement Direct Etranger				Indicateurs du commerce extérieur		
Flux d'IDE entrants (millions USD)	2016	2017	2018	Importations de biens (millions USD)	2015	2016
	-46	88	102	Exportations de biens (millions USD)	2017	
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790	Importations de services (millions USD)	1.227	1.290
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2	Exportations de services (millions USD)	n/a	397
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a	Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	n/a	530
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a	Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5
Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.				Balance commerciale (hors services) (millions USD)	0,2	5,2
				Commerce extérieur (en % du PIB)	-1.033	n/a
				Importations de biens et services (en % du PIB)	109,8	105,6
				Exportations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8
					42,2	40,5
				Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles		



COMMUNIQUE DE PRESSE
(Pour publication immédiate)

JOURNEES PORTES OUVERTES

SOCIETE D'EXPLOITATION DU GUICHET UNIQUE POUR LE COMMERCE EXTERIEUR AU TOGO (SEGUCE TOGO)

(Lomé, du 14 au 19 février 2022)

Sous le patronage du Ministère du Commerce, de l'industrie et de la Consommation locale, la Société d'Exploitation du Guichet Unique pour le Commerce Extérieur au Togo (SEGUCE Togo) a le plaisir d'informer le public, et plus particulièrement :

- les acteurs de la communauté du commerce extérieur ;
- les opérateurs économiques ;
- les importateurs et les exportateurs ;
- les banques ;
- les étudiants ;
- etc.

du déroulement des Journées Portes Ouvertes de la SEGUCE Togo du 14 au 19 février 2022 dans les locaux du siège de ladite Société de 08H 30 à 17H 30.

**THEME : Le GUICHET UNIQUE POUR LE COMMERCE EXTERIEUR :
Une plateforme sécurisée et dématérialisée au service des acteurs
du commerce extérieur.**

La cérémonie d'ouverture de ces Journées Portes Ouvertes se tiendra le mardi 15 février 2022 à 08H 30.

Pour tout renseignement complémentaire, veuillez-vous adresser à la SEGUCE Togo :

- Par téléphone au 22 20 69 20 ou au 22 23 90 00 ;
- Par e-mail : support@segucetogo.tg ;
- Au siège de la SEGUCE Togo, rue Gbaga, quartier Ablogamé, Lomé.

Le Ministère du Commerce, de l'industrie et de la Consommation locale et la SEGUCE Togo vous remercient pour votre bonne compréhension.

Visitez le site de la SEGUCE Togo au : www.segucetogo.tg

Société d'Exploitation du Guichet Unique pour le Commerce Extérieur au Togo

Rue Gbaga - Quartier Ablogame
BP 2024 - Lomé
République du Togo
www.segucetogo.tg

Tel : +228 22 23 90 00
+ 228 22 20 69 20

Page 1 sur 1

Cour de Justice de l'UEMOA

Le nouveau juge Ladislau Clemente Fernando Embassa a prêté serment

La cérémonie s'est déroulée ce 09 février 2022 à Ouagadougou au cours d'une audience solennelle publique extraordinaire à la Cour de Justice, conformément à l'Article 6 de l'Acte Additionnel N°10/96 portant statuts de la Cour de Justice de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine.

À l'ouverture de la séance, lecture a été faite par le Greffier en Chef, Boubakar Taweye MAÏDANDA de l'Acte Additionnel n°01/2022/CCEG UEMOA portant nomination d'un membre de la Cour de Justice de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine. C'est alors que le Président de la Cour, Daniel Amagoin TESSOUGUE a invité le 1er Avocat Général à faire ses réquisitions. Mme Victoire Eliane ALLAGBADA, après avoir parcouru le Curriculum Vitæ de l'impétrant, s'est félicitée de sa formation et de sa riche expérience professionnelle qui le rendent apte à assumer cette charge. « Nous sommes très heureux d'être parmi vous et fiers de faire partie de cet espace. Merci pour la considération qui est faite au barreau de l'espace UEMOA. Nous souhaitons un bon mandat au nouveau juge pour qu'il puisse laisser à la fin de ce mandat, des taches indélébiles dans le travail de la Cour » a indiqué le bâtonnier de l'Ordre des Avocats du Burkina Faso. Le Président de la Cour de Justice Daniel Amagoin TESSOUGUE, après avoir reçu, au nom de la Cour, le serment de Ladislau Clemente FERNANDO EMBASSA l'a renvoyé à l'exercice de ses fonctions. S'adressant au nouveau membre, il a rendu un vibrant hommage au Juge Augusto MENDES décédé et qui dira-t-il « a assumé ses responsabilités avec abnégation et intégrité ». Cher collègue



et cher cadet poursuit-il, « nous vous accueillons avec un grand bonheur. Vous êtes désormais parmi des frères et sœurs, réunis en cette Cour communautaire, pour accomplir un sacerdoce, celui de rendre justice dans l'intérêt de la construction d'un espace que les pères fondateurs de l'UEMOA ont voulu, aire de convivialité, sociale et économique et culturelle, de paix, de sécurité, de bien-être, le tout sous le règne du droit ». La cérémonie s'est déroulée en présence des autorités judiciaires du Burkina Faso, de plusieurs membres d'Organes notamment les

Commissaires de l'UEMOA Lassine BOUARE, Filiga Michel SAWADOGO et Kako NUBUKPO. Magistrat, Ladislau Clemente FERNANDO EMBASSA né en 1971 est diplômé du Centre d'Etudes Judiciaires de Lisbonne. Il est également titulaire d'un master en Sciences Juridiques-politiques à la Faculté de Droit de Lisbonne. Jusqu'à la date de sa nomination à la Cour de Justice de l'UEMOA, il était Inspecteur Judiciaire des Services d'Inspection du Conseil Supérieur de la Magistrature de Guinée Bissau.

Avec uemoa.int



Afrique du Sud

La SFI engage 10 millions \$ pour financer des entreprises en phase d'expansion

La SFI qui a prévu depuis avril dernier, d'investir dans le fonds Knife Capital III a finalement concrétisé ce projet. La structure soutiendra des entreprises sud-africaines en phase d'expansion en Afrique et dans le reste du monde.

La Société financière internationale (SFI) a annoncé ce jeudi 10 février, la réalisation d'un investissement en fonds propres de 10 millions \$ au sein du fonds sud-africain Knife Capital Fund III, dédié au financement d'entreprises technologiques à forte croissance et en phase d'expansion. Contrairement aux deux premiers fonds lancés respectivement en 2016 et en 2010 par Knife Capital, celui-ci ciblera principalement des investissements de série B. Le Fonds vise à atteindre 50 millions \$ lors de sa clôture finale, un montant cinq fois plus important que son fonds

précédent. « Nous sommes ravis d'accueillir la SFI en tant qu'investisseur de notre nouveau fonds, et apprécions le soutien qui accompagne cet engagement [...] Avec la première clôture du Knife Capital Fund III, nous sommes en mesure de soutenir les entrepreneurs à l'étape suivante du voyage de mise à l'échelle, et de combler ainsi une lacune importante dans l'écosystème entrepreneurial africain », a indiqué Andrea Bohmert (photo), associée chez Knife Capital. La SFI concrétise ainsi un projet d'investissement annoncé par ses soins en avril 2021. L'institution avait en effet

proposé de réaliser une prise de participation de 10 millions \$ qui ne dépasserait pas les 20 % du total des engagements en capital du Fonds. Le projet en attente d'approbation a finalement été validé par le conseil d'administration de l'institution financière. Bien que l'Afrique du Sud figure parmi les « quatre grands pays » ayant attiré environ 80 % des fonds en equity en 2021 sur le continent, elle reste confrontée à une offre limitée de méga-financements, nécessaires pour soutenir des entreprises à des stades ultérieurs de leur cycle de vie.

Avec Agence Ecofin

Bénin

L'UE va investir plus de 256 millions \$ pour accompagner le PAG

Au cours du Conseil des ministres du 15 décembre 2021, les autorités béninoises ont adopté un nouveau programme d'actions pour cinq ans. Il s'élève à 20,5 milliards \$ et est financé à 52% par les partenaires du pays.

L'Union européenne (UE) va déboursier plus de 256,4 millions de dollars destinés à accompagner le Programme d'actions du gouvernement (PAG) du Bénin. L'annonce a été faite par le gouvernement béninois le mardi 8 février, via un communiqué de presse publié sur son site Internet. Cette initiative fait partie d'un programme plus large dénommé « Programme indicatif multi-annuel » qui s'étend sur une période de sept ans. Elle durera quatre ans et vise à renforcer le capital naturel et humain, la croissance économique verte et numérique, et à œuvrer pour une société prospère et sûre. L'objectif, à terme, est de soutenir le Bénin dans l'atteinte d'une «



transformation économique structurelle ». Les autorités béninoises entendent, grâce au PAG qui court de 2021 à 2026, atteindre les objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 des Nations unies et ceux de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, puis mettre en œuvre les attentes du Plan national de développement 2018-2025.

Pour rappel, le PAG 2021-2026 connaît une hausse de 33% par rapport au précédent. Lors de sa présentation à la presse, les autorités avaient précisé qu'il aiderait aussi à revaloriser les salaires des travailleurs et à rendre l'administration publique plus productive et performante.

Avec Agence Ecofin

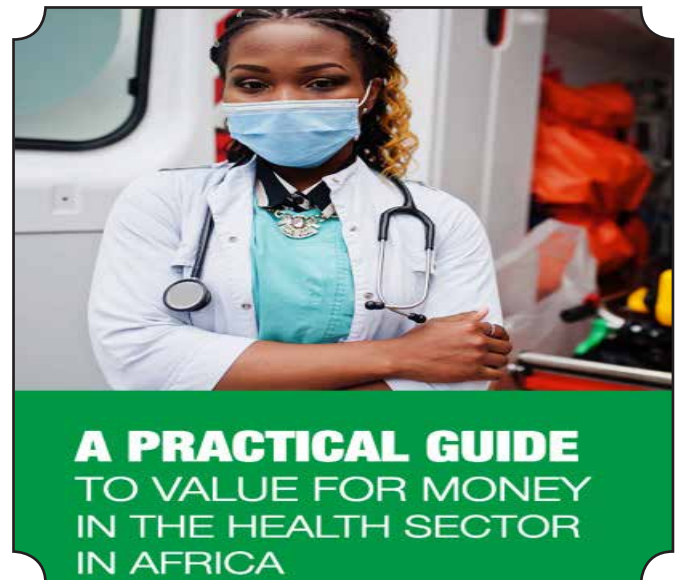
Afrique

Un guide pour aider les gouvernements à investir dans la santé publique

La Banque africaine de développement (BAD), le Bureau régional de l'Organisation mondiale de la santé pour l'Afrique et leurs partenaires de l'Initiative d'harmonisation pour la santé en Afrique ont publié Un guide pratique de l'optimisation des ressources dans le secteur de la santé en Afrique.

● Nicole ESSO

La santé publique mondiale oppose de plus en plus l'ambition à des ressources limitées. L'Afrique se trouve confrontée à deux extrêmes : de grandes attentes pour l'avenir et très peu de financements sur lesquels compter pour le secteur de la santé. Le secteur de la santé en Afrique reste sous-financé. Les gouvernements investissent actuellement 4,5 milliards de dollars dans les dépenses d'investissement en santé publique contre les 26 milliards de dollars d'investissements annuels estimés nécessaires pour répondre à l'évolution des besoins en matière de santé au cours de la prochaine décennie. Les dépenses publiques de santé ne représentent également que 1,9 % du PIB en Afrique subsaharienne, bien en deçà de l'objectif de 5 % proposé par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique. Mais ce n'est pas seulement une question d'argent : les pays pourraient faire beaucoup mieux avec les ressources dont ils disposent en supprimant les inefficacités, qui ont diverses causes, allant des faiblesses dans l'élaboration de politiques fondées sur des preuves à des investissements insuffisants à fort

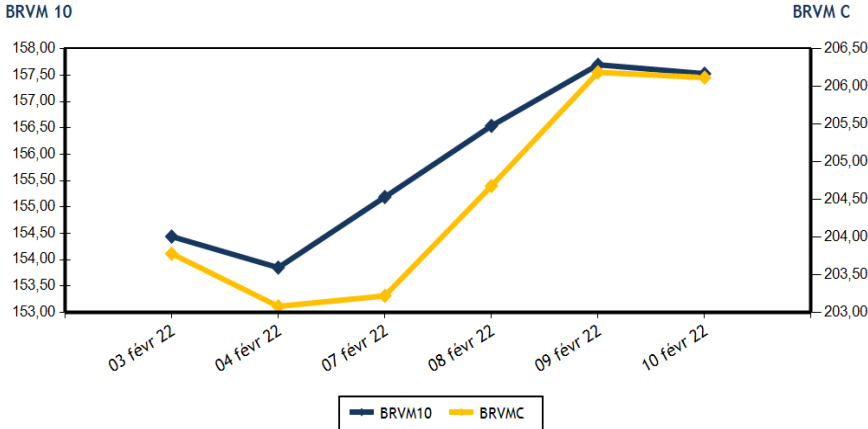


impact. La pandémie de Covid-19 a mis en évidence ces importantes inefficacités des systèmes de santé nationaux et des infrastructures de santé connexes à travers le continent. Le thème central du guide est la recherche d'un meilleur rapport qualité-prix ou l'optimisation des ressources rares. Le guide présente les initiatives politiques les plus courantes qui mettent l'accent sur l'optimisation des ressources et met l'accent sur celles qui ont la plus grande probabilité de succès. Ce guide aidera les décideurs en matière de santé à développer, adopter et maintenir des solutions innovantes pour maximiser les avantages des investissements dans la santé - et, ce faisant, attirer davantage de financements pour le secteur en Afrique. Le guide accompagne la Stratégie de

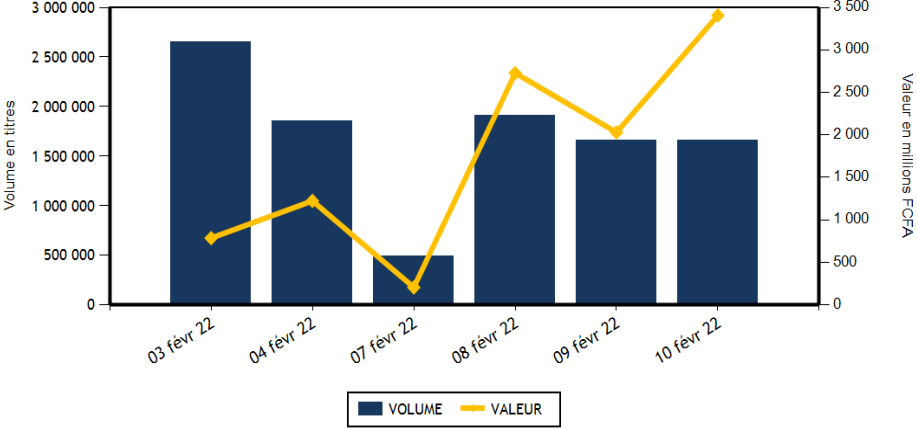
la Banque pour des infrastructures sanitaires de qualité en Afrique 2021-2030, qui vise à renforcer l'accès aux services de santé à travers le continent en se concentrant sur trois catégories : les infrastructures de soins de santé primaires pour les populations mal desservies ; développer de nouveaux établissements de santé secondaires et tertiaires aux côtés des établissements spécialisés ; et la construction d'une infrastructure de diagnostic pour un diagnostic efficace et efficient des maladies à travers l'Afrique. Pour améliorer l'optimisation des ressources dans le secteur de la santé, la Banque soutiendra ses pays membres régionaux par une combinaison d'appui technique, de travail de connaissance et de dialogue politique.

BRVM 10	157,53	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE N° 29 jeudi 10 février 2022 Site : www.brvm.org	BRVM Composite	206,12
Variation Jour	 -0,11 %		Variation Jour	 -0,03 %
Variation annuelle	 2,62 %		Variation annuelle	 1,90 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 204 606 198 919	-0,03 %
Volume échangé (Actions & Droits)	1 406 050	-9,77 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	842 943 246	-15,46 %
Nombre de titres transigés	43	2,38 %
Nombre de titres en hausse	16	-23,81 %
Nombre de titres en baisse	13	-7,14 %
Nombre de titres inchangés	14	100,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SETAO CI (STAC)	1 545	7,29 %	111,64 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	740	7,25 %	18,40 %
SAFCA CI (SAFC)	900	6,51 %	5,88 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 700	2,41 %	1,19 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	940	2,17 %	-2,08 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	115,08	0,36 %	4,51 %	100 335	110 585 410	22,92
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	462,90	0,39 %	3,13 %	31 468	230 811 145	8,20
BRVM - FINANCES	15	77,12	-0,52 %	-0,01 %	1 213 628	193 256 336	13,60
BRVM - TRANSPORT	2	617,35	-0,96 %	-0,77 %	63	160 000	10,32
BRVM - AGRICULTURE	5	248,77	0,97 %	2,24 %	44 853	275 205 145	15,67
BRVM - DISTRIBUTION	7	415,35	-0,40 %	1,94 %	14 502	31 135 865	26,28
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 906,35	7,29 %	111,64 %	1 201	1 789 345	8,95
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	13,08	
Taux de rendement moyen du marché	5,71	
Taux de rentabilité moyen du marché	6,71	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	96	
Volume moyen annuel par séance	1 839 813,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	918 103 723,33	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 500 422 205 422	0,08 %
Volume échangé	255 413	151,04 %
Valeur transigée (FCFA)	2 563 229 957	148,06 %
Nombre de titres transigés	6	-53,85 %
Nombre de titres en hausse	1	0,00 %
Nombre de titres en baisse	1	-66,67 %
Nombre de titres inchangés	4	-55,56 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	4 260	-7,29 %	1,43 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	720	-7,10 %	-19,55 %
BICI CI (BICC)	5 860	-6,91 %	-20,81 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	2 500	-2,72 %	6,38 %
CIE CI (CIEC)	2 100	-2,33 %	10,82 %

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	32,00	
Ratio moyen de satisfaction	81,96	
Ratio moyen de tendance	256,10	
Ratio moyen de couverture	39,05	
Taux de rotation moyen du marché	0,13	
Prime de risque du marché	1,75	
Nombre de SGI participantes	27	

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18,Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
Tél : +225 20 32 66 85 / 86. Fax : +225 20 32 66 84. Mail : brvm@brvm.org. Site Web : www.brvm.org

Union européenne

Les prix de l'énergie freinent encore l'économie

La flambée des prix de l'énergie continue de nourrir l'inflation et de freiner l'économie européenne, même si ses fondamentaux restent solides, a estimé jeudi la Commission européenne.



• **Le commissaire européen à l'Économie, Paolo Gentiloni, prévoit «une accélération de la croissance dès le printemps». AFP**

Bruxelles a revu nettement à la hausse sa prévision d'inflation dans la zone euro pour 2022, à 3,5% (contre 2,2% anticipés jusqu'ici), et en baisse sa prévision de croissance économique, à 4% (contre 4,3%). «Les prix de l'énergie devraient rester élevés plus longtemps que prévu, freinant plus longuement l'économie et entraînant des pressions inflationnistes plus fortes», a expliqué l'exécutif européen. Après avoir été frappée en 2020 par les effets de la pandémie de Covid, l'activité économique a fortement rebondi à partir du printemps 2021. Mais elle a subi un ralentissement marqué depuis la fin d'année, sous l'effet conjugué de la hausse des prix de l'énergie, d'une résurgence des contaminations avec les variants Delta puis Omicron, ainsi que des perturbations des chaînes d'approvisionnement dans l'industrie.

Croissance en hausse au printemps

Cette situation pèse sur la croissance début 2022, mais «les vents contraires devraient s'estomper progressivement», selon le commissaire européen à l'Économie, Paolo Gentiloni. «Nous prévoyons une accélération de la croissance dès le printemps. Les pressions sur les prix devraient rester fortes jusqu'à l'été, après quoi l'inflation devrait diminuer», a-t-il déclaré. Jugeant les fondamen-

taux économiques «solides» en Europe, la Commission a revu en hausse sa prévision de croissance pour 2023 à 2,7% (contre 2,4%) dans les 19 pays partageant la monnaie unique.

Pic d'inflation au premier trimestre

Concernant la hausse des prix, l'exécutif européen table sur un «pic d'inflation» au «taux record» de 4,8% sur un an au premier trimestre 2022, avant un repli dans la deuxième moitié de l'année. L'inflation resterait encore au-dessus de 3% (en progression sur un an) au troisième trimestre, puis baisserait à 2,1% entre octobre et décembre. L'office européen des statistiques a publié un taux d'inflation record à 5,1% sur un an en janvier, très largement au-dessus de l'objectif de 2% de la Banque centrale européenne (BCE). Bruxelles prévoit que l'inflation passera sous cet objectif seulement «dans le courant de l'année prochaine», tablant sur 1,7% pour 2023.

BCE sous pression

Le renchérissement des prix représente un casse-tête pour de nombreux ménages modestes qui peinent à boucler leurs fins de mois, mais aussi pour la BCE qui se retrouve sous pression pour relever ses taux d'intérêt afin de contenir les pressions inflationnistes au risque de casser la croissance. Le Conseil des gouverneurs de la BCE «exa-

minera très attentivement», lors de sa réunion de mars, les nouvelles prévisions d'inflation et de croissance en zone euro, avant toute décision sur l'évolution de sa politique monétaire, a expliqué lundi la présidente de l'institution Christine Lagarde. Elle avait surpris les observateurs la semaine dernière en changeant de ton sur l'inflation, soulignant que les risques d'un maintien de prix élevés sur le court terme s'étaient renforcés, n'écartant plus la possibilité de monter ses taux directeurs d'ici à la fin de l'année.

Moins d'inflation en France

Les pressions inflationnistes sont moindres en France que chez ses grands partenaires européens. Bruxelles prévoit 2,8% dans l'Hexagone en 2022 et 1,7% en 2023, après 2,1% l'an dernier. En Allemagne, la hausse des prix atteindrait 3,7% cette année. Elle serait à 3,6% en Espagne et 3,8% en Italie, contre 3,9% pour l'UE dans son ensemble. En matière de croissance, la France et l'Allemagne devraient faire jeu égal cette année avec une hausse du PIB de 3,6%, contre 4% pour l'UE. L'Espagne (+5,6%) et l'Italie (+4,1%) rattraperaient leur retard après une récession bien plus sévère en 2020. Les incertitudes entourant les prévisions économiques «restent élevées», a toutefois souligné M. Gentiloni.

(AFP)

Commerce

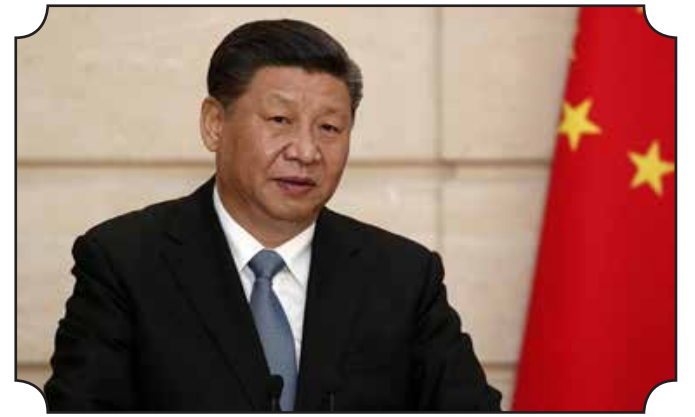
La Chine se défend de ne pas appliquer l'accord avec les USA

La Chine a rejeté jeudi les critiques selon lesquelles elle n'a pas acheté suffisamment de marchandises américaines depuis l'accord commercial de 2020.

La Chine a appelé jeudi les États-Unis à lever «au plus vite» leurs droits de douane punitifs. La réaction chinoise intervient après la publication mardi d'une série de chiffres qui remettent en cause l'engagement pris par le géant asiatique il y a plus de deux ans, avant le début de la pandémie. Après s'être imposé des droits de douane mutuels portant sur des centaines de milliards de dollars d'échanges annuels, les deux pays avaient signé en janvier 2020 une trêve dans la guerre commerciale lancée par l'ex-président Donald Trump. Ils s'étaient accordés sur la «phase 1» d'un accord commercial. La Chine s'était notamment engagée à acheter pour 200 milliards de dollars supplémentaires de produits américains sur deux ans afin de réduire le déséquilibre commercial entre les deux pays.

Déficit commercial

Mais les chiffres publiés par l'administration américaine montrent que le déficit commercial des États-Unis avec la Chine était toujours de 34,1 milliards de dollars en décembre 2021. Selon un rapport du cabinet américain Peterson Institute for



• **Le président chinois Xi Jinping. REUTERS**

International Economics publié le même jour, la Chine n'a acheté qu'environ 57% des biens et services américains qu'elle s'était engagée à acheter. L'étude accuse Pékin de n'avoir «jamais été en mesure de respecter ses engagements en matière d'achats». Des accusations battues en brèche jeudi par le gouvernement chinois. «Depuis que l'accord est entré en vigueur, la Chine a travaillé dur pour surmonter les multiples répercussions de la pandémie, le ralentissement économique mondial et les perturbations des chaînes d'approvisionnement», a déclaré devant la presse Gao Feng, porte-parole du Ministère du commerce. La Chine espère que les États-Unis «annuleront au plus vite leurs mesures répressives faites de droits de douane supplémen-

taires et de sanctions», afin de «créer une atmosphère favorable» au commerce, a souligné M. Gao.

Relations détériorées avec Trump

Les relations sino-américaines se sont nettement détériorées sous le mandat de Donald Trump. Il exigeait de la Chine qu'elle réduise le déséquilibre des échanges et cesse ses pratiques commerciales jugées «déloyales» telles que le transfert «forcé» de technologies ou ses subventions aux entreprises publiques. Joe Biden a récemment indiqué que les États-Unis n'avaient pas l'intention de suspendre pour le moment les droits de douane sur les produits chinois.

(AFP)

Etats-Unis

Washington annonce un accord avec le Japon sur l'acier

Les drapeaux des États-Unis et du Japon. Photo prise le 16 avril 2021 à Washington, lors de la visite du premier ministre japonais Yoshihide Suga. [afp.com](https://www.afp.com) - CHIP SOMODEVILLA

Les États-Unis ont décidé de supprimer leurs droits de douane sur un quota d'importations d'acier japonais, ont annoncé lundi des responsables américains, dernière initiative de Washington visant à résoudre les différends commerciaux hérités de l'ère Trump. «Cet accord va renforcer l'industrie sidérurgique américaine et va garantir que sa main-d'œuvre reste compétitive, tout en offrant un meilleur accès à de l'acier moins cher», a estimé la secrétaire au Commerce Gina Raimondo. Elle a de plus souligné que cela contribuerait à résoudre «une friction majeure» avec le Japon, un des alliés «les plus importants» des États-Unis. Le Japon faisait partie des nombreux pays qui s'étaient vus imposer, en juin 2018, des droits de douane additionnels de 25% sur l'acier et de 10% sur l'aluminium par

Donald Trump. Le président républicain avait alors justifié cette décision par la nécessité de défendre une industrie sidérurgique américaine «décimée par des décennies de commerce inéquitable». Il avait eu recours à la «section 232» du Trade Expansion Act de 1962 permettant de limiter les importations qui mettent en danger la «sécurité nationale». Ces tarifs douaniers avaient suscité l'ire des alliés de Washington, qui avaient pris des mesures en représailles. Concrètement, l'accord annoncé lundi, qui doit entrer en vigueur le 1er avril, autorise un quota annuel de 1,25 million de tonnes métriques d'acier japonais sans droit de douane, a expliqué à des journalistes une responsable du ministère du Commerce, ayant requis l'anonymat. Au-delà de ce volume, les surtaxes de 25% seront imposées. Ce quota est

substantiel puisqu'il est supérieur au 1,1 million de tonnes que le Japon a exporté vers les États-Unis en 2019, selon des données du ministère américain du Commerce. Avant l'imposition des tarifs douaniers, en 2017, le Japon exportait toutefois davantage: 1,8 million de tonnes. Pas d'accord sur l'aluminium Cet accord «maintient l'intégrité de la section 232» et ne concerne que l'acier, pas l'aluminium, a précisé la responsable américaine. Tokyo a «regretté» mardi que les États-Unis n'aient «pris aucune mesure pour régler» la question des droits de douane sur l'aluminium. Le ministre nippon des Affaires étrangères Yoshimasa Hayashi a salué «un pas en avant» mais ajouté que le Japon continuerait «à faire pression sur les États-Unis pour une résolution complète».

© 2022 AFP

COMMUNIQUE... COMMUNIQUE... COMMUNIQUE...

IL est porté à la connaissance de tous les acquéreurs qui ont acheté des terrains auprès de la collectivité AWOUDJA représentés par ANYIGBANYON Komlan Akpabla et la collectivité ADJIMA représenté par ADJOYI Komlan Innocent tous de la grande collectivité FOSSOU à Zanguera quartier Dangbessito (ZOGBE-TONOU) que leur mandat a été révoqué et remplacé par ANYIGBANYON Komlan-vi et ADJOYI Kodjo.

Par conséquent ils informent tous ceux qui ont acquis des parcelles auprès des anciens Mandataires de bien vouloir cesser tous travaux jusqu'à nouvelle ordre.

Ils prient également toutes autres personnes désireuses d'acquérir de nouvelles parcelles dans le dit domaine de sursoir à leurs intentions. L'affaire étant toujours pendante au tribunal de première instance de Lomé.

Pour toutes autres informations veuillez contacter le cabinet de maitre ALOEYI Komlan ou appeler le 90 20 10 85

HOROSCOPE finance

Bélier Vous aurez envie de faire quelques folles dépenses pour calmer vos angoisses. Vous allez probablement vous acheter des vêtements hors de prix alors qu'une garde-robe moins chère irait tout aussi bien, ou un appareil photo dernier cri dont certains perfectionnements ne vous seront guère utiles. Essayez de réprimer cette envie en la remplaçant par un petit voyage ou même tout simplement par un dîner en ville.

Taureau Il serait plus avantageux pour vous de jouer les fourmis plutôt que les cigales. Tirez parti des bons aspects planétaires qui domineront cette journée et pensez à effectuer des placements sûrs qui consolideront votre avenir matériel.

Gémeaux Les influx astraux permettront d'espérer un accroissement de vos revenus. Vous le devrez en particulier aux investissements liés à votre outil de travail ou à votre ouverture à des technologies de pointe.

Cancer De l'agitation, de l'orage vont troubler votre Ciel astral. Vous connaîtrez un recul dans vos affaires, et votre situation pécuniaire s'avérera vulnérable. Pourtant, vous pourrez compter sur une certaine réussite obtenue à la force du poignet, à condition de consentir des sacrifices assez importants.

Lion C'est sur le plan financier que les astres pourraient vous venir en aide en ce moment. Vous allez bénéficier d'une certaine chance, tout en ayant de bonnes idées pour rentabiliser au mieux vos rentrées d'argent. Attention simplement à l'impact de Jupiter mal aspecté : cet astre habituellement bénéfique pourra vous souffler des envies d'achat impulsif plutôt inutiles. Méfiez-vous : ce serait trop dommage de claquer bêtement vos quelques économies au lieu de les mettre de côté pour un projet plus intéressant.

Vierge Ne dépensez pas inconsidérément. Et surtout gardez-vous des combinaisons mirobolantes qui pourront vous faire croire que la fortune va vous sourire très vite et sans effort de votre part. Rappelez-vous que la chance ne se donne qu'à ceux qui ne comptent pas sur elle.

Balance Aucune planète n'influencera votre secteur argent. Vous n'aurez donc aucune mauvaise surprise à redouter. De plus, comme Jupiter, le maître de la chance, et le Soleil, astre d'expansion et de succès, travailleront ensemble, vous devriez avoir l'occasion de profiter de quelques coups de chance. La journée semble également très favorable pour réorganiser vos placements.

Scorpion Jupiter vous rendra visite. Profitez-en : le dieu de la chance devrait vous aider à améliorer vos revenus. Ce sera le moment ou jamais de négocier une prime quelconque ou, si vous disposez de quelques économies, de réorganiser vos placements.

Sagittaire Vous rêvez de doubler vos revenus ? Ce n'est sans doute pas cette fois que vous y arriverez. Vous avez peur de vous retrouver sans le sou ? Ce n'est pas maintenant que votre équilibre financier va s'effondrer. Aucune planète de poids n'aura en effet d'impact direct sur les secteurs financiers de votre Ciel. Ce sera donc plutôt le statu quo côté argent.

Capricorne Méfiez-vous des loteries publicitaires organisées par des entreprises de vente à distance. Elles font miroiter des gains fabuleux. Ce ne sont en fait, la plupart du temps, qu'une vaste escroquerie. Répondez aux sollicitations si vous voulez, mais sans bourse délier.

Verseau Placée sous les auspices bénéfiques de Saturne, cette journée sera celle de la réussite financière. Ce sera le moment de prendre des risques, de spéculer. La chance vous soutiendra de manière insolente, vous permettant d'augmenter sensiblement vos gains avec un minimum d'efforts. Il faudra cependant éviter de se laisser griser par le succès, de tomber dans le piège d'une vie facile, avec la possibilité de se retrouver finalement sous le pont du clochard !

Poissons Ne vous laissez pas attendrir par les membres de votre famille qui insistent pour effectuer des dépenses importantes. Il est probable que ce qui a trait à l'épargne, aux assurances et aux impôts, jouera sur le plan pécuniaire un rôle plus important que de coutume. Pensez toujours à avoir un peu d'argent de côté en prévision de dépenses inattendues mais indispensables.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investitions économiques, financières et boursières

Email : leconomistetogo@gmail.com

Site web: www.leconomistedutogo.com

REC N°0602/11/12/19/HAAC

Adresse: AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur GénéralLéonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)**Administrateur Délégué**Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)**Directeur de Publication**Komlan KPATIDE
(+228 90 05 05 08)**Rédacteur en Chef**Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)**Rédacteurs**Eyram AKAKPO
Bernard AFAWOUBO

Nicole ESSO

Junior AREDOLO

Vivien ATAHPABEM

Kodji GATOR JOE

Directeur CommercialEli DEKOU
(+228 92 10 93 53)**Correcteur**

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Gérard DAMAWOU

PROGRAMMES DE BOURSES D'ETUDES DE L'AMBASSADE DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE POUR L'ANNEE ACADEMIQUE 2023 - 2024

1. Fulbright Foreign Student (Diplôme : MASTER'S)



Conditions d'éligibilité :

- Être de nationalité togolaise,
- Être titulaire d'une maîtrise ou d'une licence professionnelle (3- 4 ans d'études universitaires) ou d'un DEA/DESS
- Avoir d'excellents résultats académiques et une bonne connaissance de l'anglais (test d'anglais à passer)
- Avoir une expérience professionnelle de deux ans,
- Avoir une sérieuse motivation pour les études et démontrer l'engagement de regagner son pays à la fin des études.
- Avoir sélectionné un domaine d'étude qui n'est pas disponible ou limité au Togo

2. Fulbright Senior Research Program (3 à 9 mois de recherche aux Etats-Unis) – Date limite : 30 mai 2022

Conditions d'éligibilité:

- Être de nationalité togolaise
- Être enseignant engagé par l'université ou une institution publique ou privée d'études supérieures,
- Être titulaire d'un doctorat 3^e cycle
- Avoir une expérience professionnelle de cinq années révolues
- Avoir une bonne connaissance de la langue anglaise.



3. Hubert Humphrey North-South Fellowship (10 mois de stages pratiques aux Etats-Unis)

Les bourses d'études sont accordées de façon compétitive aux candidats dans les domaines suivants

- Développement économique
- Finances et banques
- Analyse des politiques publiques et administration publique
- Politique et gestion de la technologie
- Gestion des ressources humaines
- Communications et journalisme
- Liberté religieuse internationale
- Droit et droits de l'homme
- Traite des êtres humains : politique et prévention
- Développement agricole et rural
- Ressources naturelles, politique environnementale et changement climatique
- Planification urbaine et régionale
- Maladies contagieuses et infectieuses
- Politique et gestion de la santé publique
- VIH/SIDA, politique et prévention
- Éducation, traitement et prévention en matière de toxicomanie
- Administration, planification et politique de l'éducation
- Administration de l'enseignement supérieur
- Enseignement de l'anglais comme langue étrangère

Conditions d'éligibilité:

- être de nationalité togolaise,
- être titulaire d'une maîtrise au minimum
- avoir une expérience professionnelle de cinq ans révolus à des postes de responsabilité et de prise de décision,
- avoir un excellent niveau en anglais
- avoir d'excellents résultats scolaires et la garantie de retourner à son emploi à la fin de la formation,

Les formulaires de candidature sont disponibles au <https://tg.usembassy.gov/> ou <https://tg.usembassy.gov/education-culture/educational-exchanges/> - A remplir et à soumettre par email à scholarshipplome@state.gov - Pour toute information complémentaire, vous voudrez bien nous **contacter uniquement par courrier électronique** : scholarshipplome@state.gov. Date limite de dépôt des candidatures (excepté le programme post-doctorat) 28 février 2022. **Seuls les candidats présélectionnés seront contactés pour les tests de niveau en anglais.**

LES CANDIDATURES FEMININES SONT VIVEMENT ENCOURAGEES



CONFÉRENCE DE REMISE DES ATTESTATIONS 4^{EME} PROMOTION

La caravane de l'entrepreneur Tome 02 LCD-TOGO prix 2000F

PROPOSÉ PAR LES COMPTABLES DE DEMAIN

JE FAIS LE CHOIX DE L'ENTREPRENEURIAT

thème III: L'ÉTUDE DE MARCHÉ, ÉTAPE CLÉ DE LA CRÉATION D'ENTREPRISE



Dr EDOH Koami
Professeur à l'université de Lomé (TOGO)



Mr BILERI Lamine
Directeur des opérations chez lance corp group SA (GUINÉE)



DIMANCHE
13 FÉVRIER 2022
14h00



+228 98 88 30 45



à EFL
(GTA derrière orabank)
ENTRÉE GRATUITE

NB: RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES

PLANETE FOOD

BAR - RESTAURANT - PIZZAS - GRILLADES - SNACK - CREMERIE
SERVICE TRAITEUR



MENU SPÉCIAL ST VALENTIN

Menu

TARIFS

15.000

F CFA / par couple

ENTREES

PLATS CHAUDS

DESSERTS

- Salade du Chef
- Bourse de viande
- Filet de bœuf (sauce crème)
- /pommes sautées /jardinière de légumes /riz créole
- Pavé de poisson (sauce forestière)
- Crêpes (sucre, chocolat, sirop d'érable)
- Glace aux 3 parfums (vanille, chocolat, fraise)

NB : Une bouteille de vin offerte



Sise à Adidogomé en face du Lycée Technique (Juste à côté de la Pharmacie des Ecoles)

00228 9217 5926 / 9757 1919

Métallurgie ancienne de Bassar

Le Comité national de gestion du site a pris fonction

Le site de la métallurgie ancienne de Nangbani à Bassar est désormais confié à un Comité national de gestion qui a été installé dans ses fonctions le mardi 08 février 2022 à Lomé.

Le Comité national de gestion du site de la métallurgie ancienne de Bassar est composé de six membres issus du ministère de la culture et du tourisme, du ministère de l'économie et des finances et de celui de l'enseignement supérieur et de la recherche. Ce comité est investi de la mission de définir les grandes orientations et la politique de gestion et de conservation du site et de veiller à leur application. Le Comité national de gestion du site de la métallurgie ancienne de Nangbani est appelé à travailler en synergie avec le comité préfectoral et les comités locaux installés, en janvier de cette année, dans les trois (03) communes de la préfecture de Bassar. Les comités locaux sont les bras opérationnels chargés de la mise en œuvre de la politique de gestion et de conservation du site. Au sein de ces entités, se retrouvent les élus locaux, les gardiens des Us et coutumes, les représentant les religions révélées, les ONG ou associations culturelles, les représentants des jeunes et des femmes, les guides de tourisme, les comités de développement (CVD, CDQ, CDD), les personnes ressources et un chercheur-archéologue associé. Quant au comité préfectoral,

EdF

Didier Deschamps réagit à l'affaire Kurt Zouma

Présent au micro de France 3, le sélectionneur de l'équipe de France Didier Deschamps a réagi à l'affaire Kurt Zouma (27 ans), coupable de maltraitance sur ses chats. Le technicien des Bleus condamne fermement les gestes de son défenseur central, se réservant le droit de le convoquer ou pas lors du prochain rassemblement.

J'ai été très surpris de la part de Kurt. Que voulez-vous que je vous dise ? C'est inadmissible, intolérable, d'une cruauté sans nom. Je suis sûr qu'il en a pris conscience. Ces images sont choquantes et insupportables. Moi, je ne suis pas procureur, je suis là pour faire des sélections sur différents critères. Ça a pu m'arriver de ne pas appeler certains joueurs quand ils



● Les membres du Comité national de gestion du site de la métallurgie ancienne de Bassar

ses missions sont assumées en synergie par le Préfet, le Président du tribunal, le Chef d'inspection du second degré, le directeur préfectoral de l'environnement, le Directeur préfectoral de la santé et le Directeur préfectoral des travaux publics de Bassar. Le site de la métallurgie ancienne de Nangbani est constitué de biens en série dans les communes de Bassar 1, 2 et 3. Ses attributs sont constitués du patri-

moine immatériel (rituels et savoir-faire liés au fer) et du patrimoine matériel (mines, ateliers de sidérurgie, fourneaux, marteaux et enclumes et objets en fer. Le plus ancien site date du 5e siècle avant J-C. Au regard de sa valeur universelle exceptionnelle, le bien est proposé pour inscription sur la liste indicative du Togo et le pays est déterminé à l'inscrire sur la liste du patrimoine mondial.



commettaient des erreurs, t-il lâché. mais je ne changerais pas ma manière de faire ma liste», a-

Avec footmercato.net

Togo / Protection de l'eau

Bientôt un plan national de mise en œuvre de la Convention des Nations-Unies

Le Togo est devenu le 27 décembre 2021, la 146ème Partie à la Convention des Nations Unies sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux et le 5ème Etat africain à adhérer à cette convention à la suite du Tchad, du Sénégal du Ghana et de la Guinée Bissau. Pour une meilleure mise en œuvre des dispositions de cette convention, un atelier national d'imprégnation et de partage d'informations a démarré jeudi 10 février 2022 à Lomé. La cérémonie d'ouverture de l'atelier a été présidée par le directeur de cabinet du ministère en charge de l'eau représentant son ministre de tutelle Bolidja TIEM.

Il s'agit à travers cette rencontre de permettre à l'ensemble des acteurs du secteur de l'eau et de l'assainissement et des structures impliquées de disposer davantage d'information sur la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux et de maîtriser son contenu afin d'assurer sa mise en œuvre effective au Togo. Une véritable opportunité, pour les participants venus des coins et recoins du pays de Cerner les enjeux de la gestion concertée des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux au niveau national, régional et international. Les experts à cet atelier national auront pour tâche d'exposer aux participants, le cadre juridique national, sous régional et mondial de gestion des eaux transfrontières ; ainsi que le contenu de la convention des nations unies sur la gestion des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux en termes d'avantages et d'obligations pour le Togo. Il sera question par ailleurs d'amener l'ensemble des acteurs à examiner l'interaction et la complémentarité entre la Convention des Nations Unies sur l'eau et les cadres juridiques régionaux (CEDEAO et UEMOA) et sous régionaux (ABV et ABM). Cette démarche



conduira à passer à l'étape des échanges sur les axes de mise en œuvre de la Convention sur l'eau au Togo. Aussi, les éléments pour une stratégie nationale de mise en œuvre de la Convention seront identifiés. M. Komlan Sangbana secrétaire général de la Convention sur l'eau a félicité le Togo pour son adhésion à cette convention avant de rappeler que ce n'est en soi que la première étape. Pour pleinement tirer avantage, souligne-t-il, la mise en œuvre des dispositions de la Convention constitue la part essentielle. Il poursuit en expliquant que différentes mesures juridiques, économiques, opérationnelles, administratives et techniques, conformément à la Convention, doivent être progressivement mises en place et appliquées selon une approche par étapes, en fonction des ressources et des capacités de chaque Partie. « C'est dans cette optique que le secrétariat de la Convention sur l'eau soutiendra le Togo dans le développement

d'un plan national de mise en œuvre de la Convention, par le biais du projet de l'Union Européenne « Promouvoir l'adhésion à la Convention sur l'eau ». Ce plan évaluerait les besoins et les exigences en matière de mise en œuvre et préciserait les mesures, un calendrier et des ressources. La définition de ce plan requière également une réflexion inclusive et concertée entre toutes les parties prenantes afin de tirer le maximum de bénéfices de ce que la Convention peut offrir », a-t-il indiqué. Au terme des travaux de cette rencontre de deux jours (10 et 11 février 2022) une feuille de route pour la mise en œuvre de la Convention sur l'eau au Togo sera définie. Pour rappel, le Togo est également partie prenante à la convention portant statut du fleuve Volta et création de l'autorité du bassin de la volta (ABV) et à la convention portant statut du fleuve mono et création de l'autorité du bassin du mono (ABM).

Avec IMPARTIAL ACTU

Classement FIFA

Le Sénégal dans l'histoire

Le classement FIFA vient d'être dévoilé. Et si le trio de tête - Belgique, Brésil, France dans l'ordre - est inchangé, l'Argentine, elle, progresse et ravit la 4e place à l'Angleterre. Mais le grand vainqueur ce mois-ci, c'est le Sénégal.

Vainqueurs de la Coupe d'Afrique des Nations, les Lions de la Teranga pointent désormais à la 18e position. C'est le meilleur classement de leur histoire. L'Égypte, finaliste malheureuse, est 34e, tandis que le Cameroun, 3e de sa CAN, suit à la 38e place. À



noter également la jolie progression du Canada de Jona-

than David, 33e.

Avec footmercato.net

Baromètres Togo			
Principaux pays partenaires		Principaux fournisseurs	
Principaux clients (% des exportations)	2017	(% des importations)	2017
Burkina Faso	17,9%	Chine	19,6%
Bénin	14,3%	France	10,8%
Ghana	7,6%	Japon	5,1%
Niger	6,4%	Pays-Bas	5,0%
Inde	6,1%	Ghana	4,1%
Mali	5,7%	Inde	3,6%
Côte d'Ivoire	5,5%	Belgique	3,2%
Nigéria	4,8%	Arabie Saoudite	3,2%
Emirats Arabes Unis	3,5%	Allemagne	3,1%
Australie	3,2%	Nigéria	3,0%
Source : Comtrade, dernières données disponibles		Source : Comtrade, dernières données disponibles https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance	



Faisons le simplement **EN LIGNE**

avec **DIMANA**

DIMANA, la nouvelle plateforme digitale de DECLARATION, de PAIEMENT et de DEMANDE DE SERVICES en ligne de l'OTR

Gérez en ligne, à partir d'un terminal connecté, où que vous soyez et en temps réel : toutes procédures et démarches fiscales ; suivi et gestion des dossiers, demande de la carte d'immatriculation fiscale, de quitus ou tout autre document fiscal, demande de facilité de paiement...

L'OTR n'est plus seulement votre allié dans votre engagement citoyen et votre contribution à l'édification du bien commun, il est aussi votre conseiller, votre compagnon de tous les jours grâce à sa plateforme digitale DIMANA.

Pour vous et pour tous, faisons le simplement en ligne.

<https://dimana.otr.tg>

